

AP 2022 : La CFDT voit ses inquiétudes confirmées

publié le 24 janvier à 15h30 - Par UFFA-CFDT

Lundi 22 janvier a eu lieu l'installation du comité de suivi action publique 2022 en présence d'Oliver Dussopt, Secrétaire d'État en charge de la Fonction publique, de Thomas Cazenave, Délégué interministériel à la transformation publique et Thierry Le Goff, Directeur général de l'administration et de la fonction publique.

La Délégation CFDT était composée de Mylène Jacquot, Secrétaire générale de l'UFFA, Jocelyne Cabanal, Secrétaire nationale, et Thibaut Sellier, Secrétaire confédéral.



L'objet de ce comité était de **faire un point d'étape indispensable** sur le déroulement du programme de réforme gouvernementale de l'action publique lancé à l'automne dernier, « Action publique 2022 ». Il s'agissait donc de présenter la démarche, donner des éléments de calendrier, présenter les résultats du Forum public lancé par le gouvernement, etc.

L'organisation en parallèle des réflexions d'experts (CAP 22), de jeunes experts (J 22) et des ministères n'a pas permis à ce stade une restitution d'orientations concernant l'action publique. Ce sont le Président de la République et le Premier Ministre qui trancheront au printemps sur des projets de réforme dont les ministres espèrent, sans pouvoir le garantir, qu'ils convergeront. Mais aucune ligne à ce jour, sauf les lignes budgétaires, ne nous a été présentée.

Les inquiétudes de la CFDT sont donc très loin d'être levées. Nous avons rappelé **l'importance de l'action publique pour les citoyens, pour la cohésion sociale, la lutte contre les inégalités**, et donc la responsabilité du gouvernement à garantir ces finalités.

Le gouvernement confiera à France Stratégie un bilan de mise en œuvre des réformes précédentes (RGPP, MAP...) pour en tirer également des enseignements. La CFDT a demandé **que la feuille de route comprenne l'impact sur les conditions de travail des agents, comme sur la qualité des services publics.**

Concernant le versant participatif de la consultation, à savoir des forums en région, nous avons évoqué la **nécessité d'augmenter la transparence des invitations**, notamment en région, pour que nos représentants professionnels comme territoriaux puissent y participer selon les thématiques. Quelques ratés sont en effet à déplorer. Nous joignons donc à cette information rapide le tableau des rencontres.

Enfin, le **forum participatif numérique public peine à rencontrer sa cible**¹ depuis son démarrage. Les conclusions qui émergent de ce forum, et donc des expressions des agents y ayant participé, sont à la fois rassurantes et agaçantes. Rassurantes parce que **les principaux éléments sont ceux que martèlent la CFDT depuis longtemps.** Oui les agents aiment leurs missions et sont fortement investis dans leur travail. Oui, ils veulent travailler mieux. Oui, **leurs attentes d'une meilleure qualité de vie au travail mériteraient que les employeurs publics s'y penchent.** La CFDT a toutefois exprimé son agacement à l'idée de voir que parmi **les pistes à explorer par les employeurs publics, figuraient en fait les principaux axes du volet de PPCR toujours retardé d'un an** comme du projet d'accord QVT de la fonction publique.

Aussi en conclusion de la rencontre, **la CFDT a proposé l'idée finalement très disruptive de jouer la carte du dialogue social dans la fonction publique** : Et si on écoutait les organisations syndicales représentatives ? Si on acceptait de faire du dialogue social de proximité ? Si on acceptait d'appliquer les accords ?

¹Environ 11 000 questionnaires remplis versus par exemple plus de 200 000 répondants pour l'enquête « Parlons travail ! » de la CFDT